



Jeudi 28 février, le couperet est tombé au conseil d'entreprise extraordinaire de Caterpillar : suppression de 1400 emplois (1100 ouvriers et 300 employés), non reconduction de près de 200 contrats à durée déterminée. Sur les 3700 emplois de ce 2<sup>ème</sup> siège en importance de la multinationale américaine, c'est près de 40% du personnel qui doit dégager.

Sans oublier les quelque 1000 fournisseurs et sous-traitants de Caterpillar Belgium, qui seraient ébranlés par ce séisme : on parle de près de 10 000 emplois plus ou moins menacés.

### **Chronique d'une mort annoncée, course au profit pour les actionnaires... !**

« Comment assurer la pérennité de Caterpillar à Gosselies, avec une telle restructuration », se demande, à juste titre, Jean-Claude Marcourt, ministre de l'Economie à la Région wallonne. Il n'est pas le seul à se poser la question. Rien d'étonnant à ce que la multinationale ait un « agenda caché », en dépit des belles promesses, d'engagements signés et même d'investissements réalisés.

Les travailleurs d'AcelorMittal en savent quelque chose !

Mise en concurrence des différents sièges de la multinationale, arrêt de la production de certains modèles de machines, délocalisation d'une chaîne de production, produits à haute

Écrit par Denis Horman

Vendredi, 01 Mars 2013 19:42 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 19:45

---

valeur ajoutée, fabriqués hors Europe, avec une main d'œuvre surexploitée..., autant d'indices d'une délocalisation possible et brandie comme chantage !

L'annonce à peine croyable d'un tel cataclysme, destiné à tétaniser les travailleurs, jette une lumière crue sur un autre scénario qui, lui n'est pas du tout caché.

« Notre part de sacrifices, on l'a déjà faite », vienne de nous rappeler les délégués syndicaux et les travailleurs : une productivité « à flux continu », une des meilleures du groupe, combinée à un chômage économique de grande ampleur, depuis près de 2 ans. « Tous les travailleurs ont fait des efforts au niveau salarial et de la flexibilité », rappelle un ouvrier ; « Certes, les plus anciens ont un bon salaire ; mais, les nouveaux, avec seulement 11,50 euros de l'heure, gagnent aujourd'hui nettement moins que leurs aînés ».

Haro sur le coût salarial ! Interviewé à la RTBF, le jour-même de l'annonce du bain de sang social, Pierre Cuisinier, ancien directeur de Caterpillar Belgique, affirmait, tout de go : « le handicap salarial vis-à-vis de l'Allemagne devient énorme : 25% » ! Une énormité plutôt, comme déclaration faite à dessein. Il y a à peine 15 jours, le périodique « Syndicats » de la FGTB ( 15 février 2013) remettait les pendules à l'heure : « Le coût salarial par **unité produite** (donc en tenant compte de la productivité) dans l'industrie, est inférieur en Belgique (0,67 euros) par rapport à la France (0,74) ou à l'Allemagne (0,75).

De nouveaux éléments de cet autre scénario pourraient se concrétiser : « Un plan d'économie est annoncé », signale le permanent CNE, Gérard Scheepmans ; « il est question de dénonciation du règlement de travail et de conventions collectives. On va s'attaquer aux acquis sociaux pour financer les licenciements ».

Colère légitime des travailleurs ! A quoi ont servis ces sacrifices, si ce n'est permettre à Caterpillar Inc (la maison mère) d'augmenter encore son bénéfice mondial, en 2012 : plus de 15% pour culminer à 4,2 milliards d'euros sur un chiffre d'affaires de 50 milliards d'euros (12% d'augmentation en 2012).

Colère légitime des travailleurs de Caterpillar, quand ils apprennent (bilans de Caterpillar Group Service, le bras financier de la société, publiés à la banque nationale de Belgique) que, de 1994 à 2011, grâce à son centre de coordination, puis le système des intérêts notionnels –à

Écrit par Denis Horman

Vendredi, 01 Mars 2013 19:42 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 19:45

---

partir de 2006- Caterpillar –Gosselies a évité le paiement de quelque 115 millions d’euros d’impôts . Le taux d’imposition moyen, ces 18 dernières années, a été de 3,3%. Ce n’est pas tout : sur les 47 années de son existence à Gosselies, la société a touché quelque...42 millions d’euros de subsides !

## **N’attendons pas Godot !**

Magnifique pièce de Samuel Beckett, dans laquelle deux clochards attendent Godot, cet homme, espoir de changement, qui ne viendra jamais !

Ils nous disent : « C’est au niveau européen qu’il faut faire bouger les choses » (mais quelle Europe ? Celle des groupes industriels et financiers, servis aux petits ognons par les institutions politiques !) . « Il faut un plan industriel européen, des mesures pour doper la croissance » ; « il faut réduire le coût du travail, diminuer fortement les charges sur le travail » (les charges patronales : ce serait bien, chaque fois, de le préciser !) ! Voilà la rengaine chez nos « responsables » politiques, qui savent, quand il le faut, prendre leurs responsabilités : bloquer les salaires, satisfaire les attentes patronales en flexibilité du travail, décider la dégressivité des allocations de chômage jusqu’à un taux frisant le seuil de pauvreté. Joyeuse perspective pour des travailleurs menacés de licenciement !

N’attendons pas Godot ! Comptons sur nos propres forces et elles sont potentiellement importantes !

Comme en 1975, lors du combat exemplaire des travailleurs de Glaverbel contre la multinationale BSN-Gervais-Danone, c’est aux travailleurs de Caterpillar de s’organiser pour mener leur combat à plusieurs niveaux : dans l’entreprise ; sur le terrain régional ; avec les travailleurs confrontés, aujourd’hui, aux attaques, d’une rare violence, des groupes financiers et multinationaux : ceux d’ArcelorMittal, de Ford Genk, et bien d’autres ; au niveau de la multinationale, en construisant la mobilisation entre différents sièges ; sur le terrain politique également.

Écrit par Denis Horman

Vendredi, 01 Mars 2013 19:42 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 19:45

---

Antonio Cocciolo, président de la FGTB Métal Hainaut-Namur faisait le constat amer :  
« Aujourd'hui, Di Rupo a un maximum d'informations, mais il ne faut pas être naïf: on connaît la limite du politique dans ce genre de situation ».

Le gouvernement fédéral, comme les exécutifs régionaux savent prendre des décisions politiques, trop souvent en faveur du monde patronal et au détriment des travailleur/euse/s, des allocataires sociaux, en fait de la majorité de la population.

Si nos politiciens veulent aller au-delà de la compassion pour les travailleurs de Caterpillar, rien ne les empêche de voter une loi interdisant les licenciements dans les entreprises faisant des bénéfices et, qui plus est, ont reçu et continuent à recevoir de plantureux cadeaux fiscaux et autres.

Écrit par Denis Horman

Vendredi, 01 Mars 2013 19:42 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 19:45

---